

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 26 février 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées** Visite d'inspection du 17 décembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Sorégies**

78 Avenue Jacques Cœur  
86000 Poitiers

Références : 2024 1708 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007209443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection le 17 décembre 2024 du parc éolien « Rochereau I » exploité par la société Sorégie et implanté 86170 Champigny en Rochereau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sorégies
- 86170 Champigny en Rochereau
- Code AIOT : 0007209443
- Régime : Autorisation

Visite d'inspection du parc éolien exploité par la société Sorégies sur la commune de Champigny-en-Rochereau. **Cette visite non prévue en 2024 a été initiée suite à un signalement de traces (huile ou graisse) sur des mâts.**

La société Sergies, filiale à 100 % de la société Sorégies, a demandé le 13 juin 2012 un bénéfice d'antériorité pour son parc éolien bénéficiant d'un permis de construire daté du 13 juillet 2006. Le bénéfice de l'antériorité a été accordé le 12 juillet 2012 : le parc éolien relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il s'agit d'une installation "existante" au sens de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. La société Sergies a depuis été absorbé par Sorégies.

Le parc, mis en service au mois de mars 2008, est composé de 4 éoliennes de type ECO 80 (fabricant Ecotecnia racheté par Alstom qui a par la suite revendu cette branche à la société General Electric), d'une hauteur de mâts de 80 m, d'une hauteur totale de 120 m et de puissance unitaire 1,67 MW. La société General Electric (GE), qui fait appel à plusieurs sous-traitants, est chargée de la maintenance et de l'entretien du parc (contrat de 10 ans en cours). L'exploitation technique est confiée à la société SRD (filiale à 100 % de SOREGIES).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Balilage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11	Demande d'action corrective	15 jours
3	Maintenance	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19	Demande d'action corrective	15 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accès	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
4	Contrôles périodiques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un points de contrôle non conformes sur le balilage défectueux des éoliennes.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, les voies d'accès étaient dans un état correct et les abords des installations maintenus dans un bon état de propreté. La plateforme de l'éolienne E2 contrôlée le jour de la visite d'inspection était entretenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b> « <i>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</i> »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le balisage est conforme. Chaque aérogénérateur est équipé d'un dispositif de balisage de jour et de nuit. L'éolienne SR3 est en dysfonctionnement. Le balisage des 3 autres est non fonctionnel donc les éoliennes sont à l'arrêt. L'exploitant indique avoir des difficultés pour se réapprovisionner en balisage auprès de GE. Il est envisagé un repowering sur le parc. L'exploitant indique avoir informé la DGAC via le formulaire type. L'exploitant a fourni copie du formulaire ainsi que la réponse de la DGAC en date du 11 décembre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Maintenir un balisage actif sur les éoliennes du parc, les mettre à l'arrêt en cas d'absence de balisage et tenir informé l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec Suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> « <i>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</i> <i>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</i> »
<b>Constats :</b> Les traces observées sur les 4 mâts sont des traces de graisse qui proviennent d'un défaut d'étanchéité du joint du rotor survenu il y a quelques années. GE a depuis modifié son process afin de résoudre ce problème. L'exploitant indique depuis vérifier à l'œil nu l'arrivée de nouvelles traces, mais qu'aucune nouvelle trace n'a été observée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Continuer à suivre l'arrivée éventuelle de nouvelles traces de graisse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 4 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
---------------------------------------------------------------------------------

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>• les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>• le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le Guide HSE « Livre I » Recueil des règles et consignes de base en matière d'Hygiène, de Sécurité et d'Environnement (07/2013) ainsi que le plan de prévention 2024-0226 Sergies valide du 01/01/2024 jusqu'au 31/12/2024.</p> <p>L'exploitant a également produit une fiche réflexe Agir en cas d'alerte en date du 25/02/2020 à destination des agents d'astreinte, en cas d'alerte en provenance de tiers, des pompiers ou du maire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>